



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.753/2
du 16 janvier 2023

advies 72.753/2
van 16 januari 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
23 mai 2018 relatif au Conseil
supérieur des Finances'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
23 mei 2018 betreffende de
Hoge Raad van Financiën'

Le 16 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique, adjoint au Ministre de l'Économie et du Travail à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif au Conseil supérieur des Finances'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 16 janvier 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 janvier 2023.

*

Op 16 december 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de Minister van Economie en Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de Hoge Raad van Financiën'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 16 januari 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Jacques ENGLEBERT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 januari 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

Ainsi que l'a explicité l'auteur du projet dans sa lettre de demande d'avis,

« [s]uite aux observations faites par le Conseil d'État dans son avis 72.491[/2 donné le 5 décembre 2022 sur l'avant-projet de loi 'portant création du Comité d'étude sur les investissements publics'], nous confirmons que le 'Comité d'étude sur les investissements publics' sera un organe consultatif purement interne à l'administration ayant pour tâche de formuler des avis facultatifs : il s'agit donc d'une matière attribuée au pouvoir exécutif par la Constitution et une intervention du pouvoir législatif par la voie d'une loi n'est pas admissible ».

Étant donné que le Comité d'étude sur les investissements publics est un organe consultatif non doté de la personnalité juridique institué au sein de l'autorité fédérale, sans que soit prévue l'obligation de demander son avis, le projet à l'examen trouve son fondement juridique dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution.

Un fondement juridique spécifique est toutefois requis pour l'obligation de faire des propositions de candidats en vue de composer le Comité d'étude sur les investissements publics, imposée au Bureau fédéral du Plan (article 19/1, alinéas 2, 1^o, et 3, en projet de l'arrêté royal du 23 mai 2018 'relatif au Conseil supérieur des Finances' ; article 3 du projet) et à la Banque Nationale de Belgique (article 19/1, alinéa 2, 2^o, en projet ; article 3 du projet), qui sont des tiers à l'administration¹. Il en va de même pour l'article 19/11, alinéa 3, en projet (article 3 du projet), aux termes duquel « [l]e Bureau fédéral du Plan met gratuitement à disposition du Comité et du secrétariat des bureaux et des espaces de réunion ».

¹ Le Bureau fédéral du Plan est en effet un organisme d'intérêt public de catégorie A, créé par la loi du 21 décembre 1994 'portant des dispositions sociales et diverses'.

S'agissant de la Banque Nationale de Belgique (BNB), ainsi que l'a souligné la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 74/2010 du 23 juin 2010, celle-ci « a certes été fondée en 1850 sous la forme d'une société anonyme au capital de laquelle participaient des personnes physiques et des personnes morales de droit privé ; toutefois, en raison des missions d'intérêt général qui lui sont confiées – notamment l'émission de billets de banque et le rôle de caissier de l'État –, le fonctionnement de la BNB, y compris les règles régissant son capital social, est en grande partie fixé par les autorités publiques » (considérant B.6.1.). Son statut organique et ses missions sont ainsi fixés par la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique'.

Ce fondement juridique peut être trouvé dans l'article 108 de la Constitution (consacrant le pouvoir général d'exécution du Roi), combiné respectivement avec l'article 127 de la loi du 21 décembre 1994 'portant des dispositions sociales et diverses' (en ce qui concerne le Bureau fédéral du Plan) et avec les articles 12 et 36/3, § 1^{er}, de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique' (s'agissant de la Banque Nationale de Belgique).

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Le préambule sera adapté conformément aux observations formulées ci-dessus à propos du fondement juridique du projet.

2. Si, comme il est indiqué dans la note au Conseil des ministres transmise au Conseil d'État, l'auteur du projet pouvait se dispenser de mener l'analyse d'impact de la réglementation en application de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', il n'en demeure pas moins qu'en application de l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', le motif de la dispense visée à l'article 8 de cette loi doit être mentionné dans le préambule de l'arrêté en projet, lequel sera complété en ce sens.

DISPOSITIF

OBSERVATION GÉNÉRALE

Aux articles 19/4, 19/7, 19/8 et 19/10 en projet, il est fait mention de rapports réalisés par le Comité d'étude sur les investissements publics, tandis que les articles 19/5 et 19/6 en projet ne donnent pour mission au Comité que d'élaborer des avis.

Interrogé à cet égard, le délégué du Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

« Het gebruik van beide woorden is inderdaad niet consistent of doordacht. Indien we het erover eens zijn dat een rapport vooral analytische en feitelijke elementen bevat, terwijl een advies impliceert dat een stelling wordt ingenomen dat inhoudelijk betwist kan worden, lijkt het goed om beide termen overal te gebruiken in combinatie. Van de studiegcommissie wordt immers verwacht dat ze beide type documenten kan opleveren. Concreet betekent dit dat het woord 'rapport' dient toegevoegd te worden in artikel 1[9]/5 (1x), 19/6 (3x) en 19/7 2^e alinea (1x) ».

Le dispositif sera par conséquent clarifié en ce sens, en veillant également à assurer, dans la version néerlandaise, l'uniformité des termes utilisés. À cette fin, le mot « rapporten » sera remplacé par le mot « verslagen » à l'article 19/7, alinéa 1^{er}, du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRESArticle 3*Article 19/1 en projet*

1. Tel qu'elle est rédigée, la première phrase de l'article 19/1, alinéa 4, en projet peut être lue comme signifiant que le président du Comité d'étude sur les investissements publics doit nécessairement appartenir au rôle linguistique français, les sept autres membres relevant, à concurrence de la moitié, respectivement des deux rôles linguistiques. Ceci ne saurait être l'intention, d'autant moins que cette division des sept autres membres par deux est impossible.

Pour régler cette difficulté, la première phrase, devenant la phrase unique ², de l'alinéa 4, doit être rédigée comme suit :

« Parmi les huit personnes composant le Comité, la moitié appartient au rôle linguistique français et l'autre moitié au rôle linguistique néerlandais ».

2. L'article 19/1, alinéa 4, seconde phrase, en projet paraphrase le contenu de l'article 2bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 'visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis' ³.

Dans un texte de nature législative ou réglementaire, il y a lieu d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant.

L'article 19/1, alinéa 4, seconde phrase, en projet sera en conséquence omis ⁴.

L'attention de l'auteur du projet est à cet égard attirée sur le fait que, conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 19 janvier 2010 'déterminant les modalités visées à l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, en vue d'établir, de compléter et de mettre à jour la liste des organes consultatifs tombant sous le champ d'application de la loi', celui-ci est tenu, en cas de création d'un nouvel organe consultatif, d'en informer la Commission pour la promotion de la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs dans un délai d'un mois à compte de la création de cet organe.

² Voir l'observation n° 2, ci-dessous.

³ Interrogé à cet égard, le délégué du Secrétaire d'État a confirmé que l'intention était de rappeler la disposition figurant dans l'article 2bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 'visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis' :

« Het was inderdaad onze bedoeling om deze regel over te nemen / te herhalen in het ontwerp van KB. We horen het graag als dit overbodig blijkt of een andere formulering wenselijk is ».

⁴ Voir notamment dans le même sens l'avis 70.632/4 donné le 19 janvier 2022 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2022 'déterminant la composition et le fonctionnement du Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience'.

3. L'auteur du projet ne peut perdre de vue que, lorsqu'il est permis à des entités fédérées de participer aux activités d'un organisme fédéral, cette faculté doit être offerte à toutes les entités fédérées dotées de compétences pertinentes au regard de la mission de l'organe consultatif ⁵.

Au vu des missions confiées au Comité d'étude sur les investissements publics par le projet à l'examen, à l'article 19/1, alinéa 6, en projet, les mots « Les Communautés et les Régions » seront remplacés par les mots « Les entités fédérées » afin d'y inclure également la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française.

Article 19/5 en projet

L'article 19/5 en projet ne précise pas si les avis ainsi que les rapports ⁶ visés sont rendus par le Comité d'étude sur les investissements publics périodiquement, d'initiative et/ou sur demande.

En outre, l'articulation entre l'article 19/5, alinéa 1^{er}, en projet (qui vise des avis « sur l'évolution, les besoins, la mise en œuvre et l'impact des investissements publics en Belgique ») et l'article 19/6, alinéa 1^{er}, en projet (qui vise des avis « sur tous les problèmes généraux en matière d'investissement public ») n'apparaît pas clairement.

Interrogé à cet égard, le délégué du Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

« [Artikel 19/5] betreft hier adviezen die op regelmatige basis worden opgesteld, op basis van de opdracht die door het KB geformuleerd is. Deze kunnen jaarlijks zijn, maar soms ook met een langere cyclus, afhankelijk van de mate waarin de inhoud van een vorig advies al aan een herziening toe is of niet.

Eventuele adviezen die voortvloeien uit artikel 19/6 zijn bijkomend aan de adviezen die onder 19/5 gedefinieerd worden. De verwijzing naar 'problèmes généraux en matière d'investissement public' dient om het onderwerp af te bakenen waarbinnen een advies op vraag kan bekomen worden ».

Dans un souci de sécurité juridique, le dispositif sera par conséquent clarifié sur ce point.

Article 19/7 en projet

1. À l'alinéa 1^{er}, le verbe sera mis à l'indicatif présent plutôt qu'au futur ⁷.

La même observation vaut pour l'article 19/11, alinéa 1^{er}, en projet.

⁵ Voir notamment l'avis 39.922/2 donné le 27 février 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 avril 2006 'relatif au Conseil supérieur des Finances'.

⁶ Voir l'observation générale.

⁷ En ce sens : *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.11.1.

2. À l'alinéa 2, en projet, les mots « du présent arrêté » seront omis.

Article 19/9 en projet

De manière générale, la section de législation estime que constitue un élément essentiel lié à la création, à l'organisation et au fonctionnement d'un conseil consultatif la question de savoir si des indemnités sont octroyées à ses membres, aux experts et aux membres du secrétariat.

En conséquence, le règlement de cette question ne peut être abandonné au règlement d'ordre intérieur du Comité d'étude⁸.

Article 19/11 en projet

1. L'article 19/11, alinéa 1^{er}, en projet dispose que le secrétariat est « logé » au Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie.

Interrogé à cet égard, le délégué du Secrétaire d'État a expliqué ce qui suit :

« Fysiek zullen de leden van het secretariaat werken in de kantoren van het Federaal Planbureau omdat er zo nabijheid is met de voorzitter van de Studiecommissie. Administratief zullen de leden tewerk gesteld worden door de FOD Economie ».

Dans un souci de sécurité juridique, l'article 19/11, alinéa 1^{er}, en projet sera clarifié en ce sens.

2. À l'article 19/11, alinéa 1^{er}, en projet, il convient de préciser par qui les membres du secrétariat sont désignés.

3. Interrogé quant à la portée de la notion de « candidat externe », le délégué du Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

« Nous voulions en effet laisser ouvert l'option de recruter des candidats issus du privé. Vu le caractère fédéral, il n'était pas envisagé de détacher de fonctionnaires des administrations fédérées ».

Le dispositif sera par conséquent précisé en ce sens afin d'exclure les agents des administrations des entités fédérées.

⁸ Voir dans le même sens, l'avis 39.922/2 donné le 27 février 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 avril 2006 'relatif au Conseil supérieur des Finances'.

4. Il convient également de compléter l'article 19/11 en projet afin d'y préciser le statut juridique et le régime de travail applicable aux membres du secrétariat (ceux-ci pouvant être – mais pas nécessairement – des agents de l'autorité fédérale⁹), ainsi que les indemnités qui leur seront octroyées¹⁰.

5. L'alinéa 4 en projet dispose comme suit :

« Les crédits nécessaires au fonctionnement du Comité et son secrétariat sont repris annuellement dans le budget sous un programme spécifique au sein de la section 07. Ils peuvent être utilisés notamment pour prendre en charge la rémunération des membres du secrétariat employés ou détachés d'une institution ainsi que la sous-traitance de missions d'étude ».

Cette disposition ne peut être admise.

C'est en effet au législateur budgétaire qu'il appartient d'accorder le cas échéant les crédits nécessaires au fonctionnement du Comité et de décider dans quelle division du budget général des dépenses ces crédits doivent figurer¹¹.

L'alinéa 4 en projet sera donc omis.

Article 4

Afin de respecter les usages de la légistique et de la syntaxe, il y a lieu de rédiger l'article 4 comme suit :

« À l'article 19, alinéa 3¹², deuxième phrase, du même arrêté, les mots 'ou au Comité d'étude sur le vieillissement' sont remplacés par les signe et mots ', au Comité d'étude sur le vieillissement ou au Comité d'étude sur les investissements publics' ».

Article 5

Afin de respecter les usages de la syntaxe, l'article 5 sera rédigé comme suit :

« À l'article 20 du même arrêté, les mots 'et le Comité d'étude sur le vieillissement' sont remplacés par les signe et mots ', le Comité d'étude sur le vieillissement et le Comité d'étude sur les investissements publics' ».

⁹ Observation n° 3 ci-dessus.

¹⁰ Sauf à régler cette question à l'article 19/9 en projet, tel qu'il sera revu à la lumière de l'observation formulée sous cette disposition.

¹¹ Voir dans le même sens, l'avis 48.382/4 donné le 30 juin 2010 sur un projet d'arrêté royal 'portant création d'une Commission permanente pour le suivi de la politique d'éloignement et de retour des étrangers'.

¹² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72, b).

Article 6

L'article 6 sera rédigé comme suit :

« À l'article 21 du même arrêté, les signe et mots 'le Comité d'étude sur les investissements publics' seront insérés entre les mots 'le Comité d'étude sur le vieillissement' et les mots 'et les groupes de travail' ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

De steller van het ontwerp heeft in zijn brief met de adviesaanvraag het volgende verduidelijkt:

“Suite aux observations faites par le Conseil d’État dans son avis 72.491[/2] donné le 5 décembre 2022 sur l’avant-projet de loi ‘portant création du Comité d’étude sur les investissements publics’], nous confirmons que le ‘Comité d’étude sur les investissements publics’ sera un organe consultatif purement interne à l’administration ayant pour tâche de formuler des avis facultatifs : il s’agit donc d’une matière attribuée au pouvoir exécutif par la Constitution et une intervention du pouvoir législatif par la voie d’une loi n’est pas admissible”.

Aangezien de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen een adviesorgaan zonder rechtspersoonlijkheid is, opgericht binnen de federale overheid, en aangezien niet is voorzien in de verplichting haar advies in te winnen, vindt het voorliggende ontwerp rechtsgrond in de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet.

Er is evenwel een specifieke rechtsgrond vereist voor de verplichting om kandidaten voor te dragen ter samenstelling van de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen, opgelegd aan het Federaal Planbureau (ontworpen artikel 19/1, tweede lid, 1°, en derde lid, van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 ‘betreffende de Hoge Raad van Financiën’; artikel 3 van het ontwerp) en aan de Nationale Bank van België (ontworpen artikel 19/1, tweede lid, 2°; artikel 3 van het ontwerp), die geen deel uitmaken van het overheidsbestuur.¹ Hetzelfde geldt voor het ontworpen artikel 19/11, derde lid (artikel 3 van het ontwerp), waarin wordt gesteld dat “[h]et Federaal Planbureau (...) de Commissie en het secretariaat [gratis] kantoor- en vergaderruimte ter beschikking [stelt]”.

¹ Het Federaal Planbureau is immers een instelling van openbaar nut van categorie A, opgericht bij de wet van 21 december 1994 ‘houdende sociale en diverse bepalingen’.

In verband met de Nationale Bank van België (NBB) heeft het Grondwettelijk Hof in arrest nr. 74/2010 van 23 juni 2010 onderstreept dat deze “op 5 mei 1850 weliswaar opgericht [is] als een naamloze vennootschap waarin natuurlijke personen en privaatrechtelijke rechtspersonen participeerden in het kapitaal; evenwel, vanwege de haar toevertrouwde opdrachten van algemeen belang - onder meer de uitgifte van bankbiljetten en de rol van Rijkskassier - wordt de werking van de NBB, inclusief de regels die het maatschappelijk kapitaal ervan beheersen, grotendeels van overheidswege bepaald” (overweging B.6.1.). Haar organiek statuut en haar opdrachten zijn aldus vastgesteld bij de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’.

Die rechtsgrond kan worden gevonden in artikel 108 van de Grondwet (waarin de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning verankerd is), in combinatie met respectievelijk artikel 127 van de wet van 21 december 1994 ‘houdende sociale en diverse bepalingen’ (wat het Federaal Planbureau betreft) en de artikelen 12 en 36/3, § 1, van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’ (wat de Nationale Bank van België betreft).

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De aanhef moet worden aangepast overeenkomstig de hierboven geformuleerde opmerkingen over de rechtsgrond van het ontwerp.
2. In de nota aan de ministerraad die aan de Raad van State is overgezonden, staat weliswaar dat de steller van het ontwerp ervan kon afzien om een regelgevingsimpactanalyse uit te voeren met toepassing van artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, maar dat neemt niet weg dat, met toepassing van artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, in de aanhef van het ontwerpbesluit de in artikel 8 van die wet vermelde vrijstellingsgrond moet worden vermeld. Het ontwerpbesluit moet dan ook in die zin worden aangevuld.

DISPOSITIEF

ALGEMENE OPMERKING

In de ontworpen artikelen 19/4, 19/7, 19/8 en 19/10 wordt gewag gemaakt van door de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen opgestelde verslagen, terwijl de ontworpen artikelen 19/5 en 19/6 aan de commissie alleen de opdracht geven om adviezen op te stellen.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende aangegeven:

“Het gebruik van beide woorden is inderdaad niet consistent of doordacht. Indien we het erover eens zijn dat een rapport vooral analytische en feitelijke elementen bevat, terwijl een advies impliceert dat een stelling wordt ingenomen dat inhoudelijk betwist kan worden, lijkt het goed om beide termen overal te gebruiken in combinatie. Van de studiecommissie wordt immers verwacht dat ze beide type documenten kan opleveren. Concreet betekent dit dat het woord ‘rapport’ dient toegevoegd te worden in artikel 1[9]/5 (1x), 19/6 (3x) en 19/7 2e alinea (1x)”.

Het dispositief moet bijgevolg in die zin worden verduidelijkt. Ook moet erop worden toegezien dat de Nederlandse tekst een eenvormige terminologie hanteert: zo moet het woord “rapporten” in artikel 19/7, eerste lid, van het ontwerp, worden vervangen door het woord “verslagen”.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 3

Ontworpen Artikel 19/1

1. Zoals de eerste zin van het ontworpen artikel 19/1, vierde lid, is gesteld, zou ze kunnen betekenen dat de voorzitter van de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen noodzakelijkerwijze tot de Franse taalrol moet behoren, terwijl van de zeven andere leden de helft tot respectievelijk een van beide taalrollen behoort. Dat kan de bedoeling niet zijn, al helemaal niet omdat die zeven andere leden onmogelijk door twee kunnen worden gedeeld.

Om dat probleem te verhelpen moet de eerste zin, die de enige zin wordt,² van het vierde lid worden gesteld als volgt:

“Van de acht personen die de commissie vormen, behoort de helft tot de Franse taalrol en de andere helft tot de Nederlandse taalrol”.

2. Het ontworpen artikel 19/1, vierde lid, tweede zin, parafraseert de inhoud van artikel 2bis, § 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 ‘ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid’.³

Uit een wetgevende of verordenende tekst dienen bepalingen te worden geweerd die alleen maar een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren.

Het ontworpen artikel 19/1, vierde lid, tweede zin, moet bijgevolg worden weggelaten.⁴

In dat verband wordt de steller van het ontwerp erop geattendeerd dat hij, overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 januari 2010 ‘tot vaststelling van de nadere regels bedoeld in artikel 1 van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, met het oog op het vaststellen, vervolledigen en actualiseren van de lijst van adviesorganen die binnen het toepassingsgebied van de wet vallen’, ingeval een nieuw adviesorgaan wordt opgericht, gehouden

² Zie opmerking 2 hieronder.

³ Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de staatssecretaris bevestigd dat het de bedoeling was te herinneren aan de bepaling vervat in artikel 2bis, § 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 ‘ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid’: “Het was inderdaad onze bedoeling om deze regel over te nemen / te herhalen in het ontwerp van KB. We horen het graag als dit overbodig blijkt of een andere formulering wenselijk is”.

⁴ Zie in dezelfde zin onder meer advies 70.632/4 van 19 januari 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2022 ‘tot bepaling van de samenstelling en de werking van het Waals comité ter bescherming van proefdieren’.

is de Commissie ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in adviesorganen daarover in te lichten binnen een termijn van een maand vanaf de oprichting van dat orgaan.

3. De steller van het ontwerp mag niet over het hoofd zien dat, wanneer het deeltentiteiten toegestaan is deel te nemen aan de activiteiten van een federale instantie, die mogelijkheid moet openstaan voor alle deeltentiteiten die ten aanzien van de opdracht van het adviesorgaan over relevante bevoegdheden beschikken.⁵

Gelet op de opdrachten die het voorliggende ontwerp toevertrouwt aan de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen, moeten in het ontworpen artikel 19/1, zesde lid, de woorden “De gemeenschappen en gewesten” vervangen worden door de woorden “De deeltentiteiten”, zodat ook de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie worden bedoeld.

Ontworpen artikel 19/5

In het ontworpen artikel 19/5 wordt niet gepreciseerd of de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen de bedoelde adviezen en verslagen⁶ uitbrengt op periodieke wijze, op eigen initiatief en/of op verzoek.

Onduidelijk is voorts de samenhang tussen het ontworpen artikel 19/5, eerste lid (waarin adviezen worden bedoeld “rond de evolutie, de behoeften, de uitvoering en de gevolgen van overheidsinvesteringen in België”) en het ontworpen artikel 19/6, eerste lid (waarin adviezen worden bedoeld “over alle algemene problemen in verband met overheidsinvesteringen”).

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende aangegeven:

“[Artikel 19/5] betreft hier adviezen die op regelmatige basis worden opgesteld, op basis van de opdracht die door het KB geformuleerd is. Deze kunnen jaarlijks zijn, maar soms ook met een langere cyclus, afhankelijk van de mate waarin de inhoud van een vorig advies al aan een herziening toe is of niet.

Eventuele adviezen die voortvloeien uit artikel 19/6 zijn bijkomend aan de adviezen die onder 19/5 gedefinieerd worden. De verwijzing naar ‘problèmes généraux en matière d’investissement public’ dient om het onderwerp af te bakenen waarbinnen een advies op vraag kan bekomen worden”.

Ter wille van de rechtszekerheid moet het dispositief op dat punt bijgevolg worden verduidelijkt.

⁵ Zie inzonderheid advies 39.922/2 van 27 februari 2006 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 3 april 2006 ‘betreffende de Hoge Raad van Financiën’.

⁶ Zie de algemene opmerking.

Ontworpen artikel 19/7

1. In de Franse tekst van het eerste lid hoort het werkwoord in de tegenwoordige tijd te staan in plaats van in de toekomstige tijd.⁷

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 19/11, eerste lid.

2. In het ontworpen tweede lid moeten de woorden “van dit besluit” worden weggelaten.

Ontworpen artikel 19/9

De afdeling Wetgeving meent in het algemeen dat de vraag of aan de leden van een adviesraad, aan de deskundigen en aan de personeelsleden van het secretariaat vergoedingen worden toegekend, een essentieel element vormt in verband met de oprichting, de organisatie en de werkwijze van die raad.

Bijgevolg kan die kwestie niet worden overgelaten aan het reglement van orde van de Studiecommissie.⁸

Ontworpen artikel 19/11

1. Het ontworpen artikel 19/11, eerste lid, bepaalt dat het secretariaat is “ondergebracht” bij de Federale Overheidsdienst Economie KMO, Middenstand en Energie.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende uitgelegd:

“Fysiek zullen de leden van het secretariaat werken in de kantoren van het Federaal Planbureau omdat er zo nabijheid is met de voorzitter van de Studiecommissie. Administratief zullen de leden tewerk gesteld worden door de FOD Economie”.

Ter wille van de rechtszekerheid moet het ontworpen artikel 19/11, eerste lid, in die zin worden verduidelijkt.

2. In het ontworpen artikel 19/11, eerste lid, dient te worden gepreciseerd wie de personeelsleden van het secretariaat aanwijst.

⁷ Zie in die zin *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.11.1.

⁸ Zie in dezelfde zin advies 39.922/2 van 27 februari 2006 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 3 april 2006 ‘betreffende de Hoge Raad van Financiën’.

3. Op een vraag over de draagwijdte van het begrip “externe kandidaat” heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende aangegeven:

“Nous voulions en effet laisser ouvert l’option de recruter des candidats issus du privé. Vu le caractère fédéral, il n’était pas envisagé de détacher de fonctionnaires des administrations fédérées”.

Bijgevolg moet het dispositief preciezer worden geformuleerd zodat de personeelsleden van de administraties van de deelentiteiten worden uitgesloten.

4. Het ontworpen artikel 19/11 dient eveneens te worden aangevuld zodat het preciseert welk juridisch statuut en welke arbeidsregeling van toepassing zijn op de leden van het secretariaat (die mogelijk – maar niet noodzakelijk – personeelsleden van de federale overheid zijn),⁹ alsook welke vergoedingen hun worden toegekend.¹⁰

5. Het ontworpen vierde lid bepaalt:

“De nodige kredieten voor de werking van de Commissie en het secretariaat worden jaarlijks in de begroting opgenomen onder een afzonderlijk programma binnen de sectie 07. Zij kunnen met name worden gebruikt ter betaling van de lonen van de leden van het secretariaat die door een instelling in dienst worden genomen of gedetacheerd, en van de uitbesteding van studieopdrachten”.

Die bepaling is niet toelaatbaar.

Het staat namelijk aan de begrotingswetgever in voorkomend geval de nodige kredieten voor de werkwijze van de Commissie toe te kennen en te beslissen in welke afdeling van de algemene uitgavenbegroting die kredieten moeten worden ingeschreven.¹¹

Het ontworpen vierde lid moet dus worden weggelaten.

Artikel 4

Om in overeenstemming te zijn met de regels inzake de wetgevingstechniek en de zinsbouw, dient artikel 4 te worden gesteld als volgt:

“In artikel 19, derde lid,¹² tweede zin, van hetzelfde besluit, worden de woorden ‘of aan de Studiecommissie voor de vergrijzing’ vervangen door de tekst ‘, aan de Studiecommissie voor de vergrijzing of aan de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen”.

⁹ Opmerking 3 hierboven.

¹⁰ Behalve indien die kwestie wordt geregeld in het ontworpen artikel 19/9, zoals dat zal worden herzien in het licht van de opmerking die over die bepaling is gemaakt.

¹¹ Zie in dezelfde zin advies 48.382/4 van 30 juni 2010 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende oprichting van een Permanente Commissie voor de opvolging van het verwijder- en terugkeerbeleid voor vreemdelingen’.

¹² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 72, b).

Artikel 5

Om in overeenstemming te zijn met de regels inzake de zinsbouw moet artikel 5 worden gesteld als volgt:

“In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden ‘en de Studiecommissie voor de vergrijzing’ vervangen door de tekst ‘, de Studiecommissie voor de vergrijzing en de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen’”.

Artikel 6

Artikel 6 moet worden gesteld als volgt:

“In artikel 21 van hetzelfde besluit moet de tekst ‘, de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen’ worden ingevoegd tussen de woorden ‘de Studiecommissie voor de vergrijzing’ en de woorden ‘en de werkgroepen’”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT